

# Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1154 le 15 novembre 2020



Que ce soit sur *Twitter*, largement utilisé par le président américain Donald Trump, ou sur *YouTube*, privilégié notamment par le gouvernement azerbaïdjanais pour diffuser sa propagande concernant le conflit du Haut-Karabakh, ou encore par les services de renseignement nord-coréens qui utilisent cette plateforme de vidéos pour contacter leurs agents clandestins à travers le monde<sup>1</sup>, 53% de la population mondiale est présente sur les réseaux sociaux.

Selon la dernière étude menée par *Hootsuite* et *We Are Social*, les réseaux sociaux compteraient donc plus de quatre milliards d'utilisateurs répartis sur toute la planète... voire au-delà, les locataires de la station spatiale internationale étant également présents sur *Twitter* !<sup>2</sup>

Si l'information y côtoie de plus en plus souvent la désinformation et les thèses conspirationnistes les plus folles, les politiques ont rapidement compris l'usage qu'ils pouvaient en faire et en usent largement.

Les services de renseignement quant à eux tentent de surveiller l'ensemble de ces réseaux, ou, à défaut, font en sorte de bloquer leur utilisation.

Au début quelque peu dépassés, les réseaux ont dû rapidement renforcer leur contrôle et suppriment maintenant régulièrement les messages suspects, mais également les faux comptes gérés par une seule entité, pays ou parti politique visant à influencer les internautes.

Les réseaux sociaux sont ainsi devenus un nouveau front de la guerre de l'information.

Alain Charret

<sup>1</sup> <https://cf2r.org/actualite/youtube-utilise-pour-communiquer-avec-les-espions-nord-coreens/>

<sup>2</sup> @Space\_Station

### **Facebook en passe d'interdire les vidéos Deepfake...**

Alors que les États-Unis doivent élire leur prochain président cette année, *Facebook* annonce qu'il va interdire les vidéos *Deepfake*, ces vidéos générées par ordinateur d'événements qui n'ont en fait jamais eu lieu. Des responsables du réseau social américain ont fait cette annonce lundi. Ils précisent qu'ils supprimeront tout contenu ayant été falsifié en utilisant un discours ou des images composites modifiés. Ces vidéos sont souvent utilisées pour répandre de fausses informations. Les vidéos satiriques ou parodiques ne seront pas concernées par l'interdiction. Des *Deepfake* du co-fondateur de *Facebook*, Mark Zuckerberg, et de la présidente du Sénat américain, Nancy Pelosi, se sont répandues l'année dernière, faisant beaucoup parler d'elles. À l'époque, l'entreprise avait fait savoir qu'elle ne retirerait pas un tel contenu. Les opinions sont divisées au sujet de la décision de *Facebook*. Pour certains experts, il s'agit d'un pas en avant, tandis que pour d'autres, cela n'est pas suffisant. Ils pointent notamment du doigt le fait que cette interdiction de concernera pas les vidéos qui n'ont pas été modifiées mais qui peuvent tout de même être trompeuses.

(*Radio Japon international, le 08-01-2020*)

### **Sur Facebook et Instagram, les messages et publications en faveur du général Soleimani systématiquement supprimés...**

*Facebook*, qui possède également *Instagram*, a confirmé que les publications et messages en faveur du général Soleimani étaient systématiquement supprimés de ses deux réseaux sociaux. La compagnie américaine affirme qu'elle agit en ce sens afin de respecter les sanctions américaines contre l'Iran. La société américaine *Facebook* et sa filiale *Instagram* ont décidé de supprimer toutes les publications et les messages pro-Soleimani, le général iranien tué le 3 janvier dans une frappe américaine à Bagdad. Vendredi 10 janvier, un porte-parole du réseau social a expliqué sur *CNN* que la décision avait été prise pour se conformer aux sanctions américaines. Le général Soleimani figurait en effet sur la liste noire du gouvernement américain, en tant que commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique, considéré comme un groupe terroriste aux États-Unis. Son compte *Instagram* avait d'ailleurs déjà été supprimé en avril. Tous les comptes gérés ou qui sont au nom des personnes et des organisations figurant sur la liste sont également supprimés. Le porte-parole du gouvernement iranien, Ali Rabiei, a qualifié d'antidémocratique la décision d'*Instagram*. D'après *CNN*, un portail a été créé sur le site du gouvernement iranien pour y soumettre des exemples de publications retirées par la compagnie américaine.

(*Radio Sputnik, le 11-01-2020*)

### **Twitter annonce avoir supprimé plusieurs milliers de faux comptes créés notamment par l'Arabie saoudite et l'Égypte...**

Le réseau social *Twitter* a annoncé avoir supprimé 7 891 comptes en Arabie saoudite et en Égypte ciblant la Turquie. Dans un communiqué, *Twitter* a fait savoir que la transparence est un principe essentiel pour la plateforme, notant avoir supprimé des comptes soutenant les opérations d'information des États gérés depuis l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, la Serbie et le Honduras. Selon la déclaration, le réseau appelé *Al-Faghr* en Égypte a créé 2 541 faux comptes pour amplifier les messages critiques contre la Turquie, le Qatar et l'Iran. Les données ont mis au jour que ce réseau est dirigé par le gouvernement égyptien. Par ailleurs, 5 350 comptes gérés depuis l'Arabie saoudite et critiquant les actions de la Turquie et du Qatar au Yémen, ont aussi été supprimés. Ce réseau de comptes, géré depuis certains pays, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis, fait également l'éloge de l'administration saoudienne. *Twitter* a également déclaré que des milliers de comptes gérés depuis la Serbie, l'Indonésie et le Honduras, et utilisés à des fins politiques, ont également été supprimés.

(*La voix de la Turquie, le 03-04-2020*)

### **Depuis le 18 mars, Twitter aurait retiré plus de 2 230 Tweets contenant des informations « trompeuses et potentiellement dangereuses »...**

*Twitter* va supprimer les messages incitant à des « activités nuisibles », en particulier les appels à détruire des antennes-relais 5G après des théories complotistes liant cette nouvelle technologie à la propagation du nouveau coronavirus. « Nous avons élargi nos directives sur les allégations non vérifiées qui encouragent les gens à se livrer à des activités nuisibles pouvant mener à détruire ou endommager des infrastructures 5G ou entraîner une panique généralisée, des mouvements sociaux ou des troubles à grande échelle » a écrit mercredi l'équipe en charge de la sécurité chez le réseau

social. *Twitter* donne en exemple le message suivant : « La 5G cause le coronavirus. Allez détruire les antennes-relais autour de chez vous ! ». À la suite de la diffusion de messages de ce calibre sur des réseaux sociaux ou messageries comme *WhatsApp* (propriété de *Facebook*), plusieurs antennes-relais ont été attaquées dans certains pays européens. Le gouvernement britannique a même dénoncé mi-avril « une folle théorie complotiste ». Parmi les messages visés par le groupe figurent également des incitations à la panique comme : « La Garde nationale vient d'annoncer qu'il n'y aura plus de livraisons de nourriture avant deux mois. Courez au magasin le plus vite possible et achetez tout ! ». *Twitter* a précisé mercredi avoir retiré plus de 2 230 *tweets* contenant des informations « trompeuses et potentiellement dangereuses » depuis la mise en oeuvre de critères plus stricts le 18 mars. (*I24News*, le 24-04-2020)

### ***Twitter* renforce ses règles afin de lutter contre la désinformation sur la pandémie...**

Dans le cadre de la lutte 2.0 contre la pandémie, *Twitter* a décidé d'apporter sa pierre à l'édifice. Le réseau social annonce renforcer ses règles afin de lutter contre la désinformation sur la pandémie. Cela passera notamment par un signalement plus large des contenus considérés comme trompeurs ou controversés.

(*Médi-1*, le 12-05-2020)

### **Plus de sept millions de messages liés à la pandémie effacés par *Facebook* depuis le mois d'avril...**

Depuis le mois d'avril, la plateforme *Facebook* annonce avoir effacé plus de sept millions de messages en lien avec la pandémie parce que ces messages présentaient un danger pour la santé. 98 millions d'autres contenus moins dangereux ont été étiquetés pour que les utilisateurs les considèrent avec prudence. Durant la même période, le réseau social précise avoir effacé aussi 22,5 millions de messages haineux qui ont été détectés par un logiciel.

(*Deutsche Welle*, le 12-08-2020)

### **Plusieurs dizaines de milliers de comptes liés au gouvernement chinois fermés par *Twitter*...**

*Twitter* va fermer des dizaines de milliers de comptes de propagande et de désinformation chinois, près de 24 000 comptes qui sont relayés par 150 000 autres comptes qui fonctionnent comme des caisses de résonance. Selon le réseau social, ils seraient tous liés au gouvernement chinois. Ce réseau a été découvert l'été dernier lors des manifestations anti-chinoises à Hong Kong. D'autres réseaux sociaux américains avaient alors tenté de contrôler la machine de propagande en ligne. Ces nouveaux comptes fermés par *Twitter* publiaient des *Tweets* faisant la promotion du Parti communiste chinois ou qui diffusaient le point de vue de Pékin sur le coronavirus. Le mois dernier, *Twitter* avait pour la première fois signalé à ses utilisateurs une publication douteuse d'un porte-parole du pouvoir à Pékin. Porte-parole qui suggérait que c'est l'armée américaine qui aurait introduit le coronavirus secrètement en Chine. Ironie du sort, si la diplomatie chinoise inonde les réseaux sociaux de messages et bien *Twitter*, tout comme *Facebook* et *YouTube* sont interdits en Chine.

(*Deutsche Welle*, le 12-06-2020)

### ***Facebook* annonce le prochain retrait des pages, comptes et groupes liés au groupe conspirationniste *QAnon*...**

C'est une opération de grande ampleur que s'apprête à mettre en oeuvre *Facebook* contre le groupe conspirationniste *QAnon*. Le géant des réseaux sociaux a annoncé mardi qu'il allait retirer les pages, les comptes et les groupes liés à la mouvance *Qanon*, aussi bien du réseau social *Facebook* que d'*Instagram*, qui lui appartient aussi. Cette décision survient en pleine campagne électorale américaine, alors que le nombre de partisans de Donald Trump qui participent à cette mouvance d'extrême-droite prend de plus en plus d'ampleur. *Facebook* précise que même les pages qui ne contiennent pas de contenu violent seront supprimées. *QAnon* dépeint le président Donald Trump comme un guerrier secret contre un réseau supposé de trafic d'enfants dirigé par des célébrités et des représentants du gouvernement de l'État profond. Cependant, *Facebook* n'a pas précisé quels critères seraient utilisés pour déterminer qu'une page ou un groupe représente la mouvance *QAnon*. Auparavant, *Facebook* affirmait qu'il ne supprimerait les groupes *QAnon* que s'ils encourageaient la violence. La société lancera l'opération de retrait des comptes mardi, précisant que cela prendra du temps et se poursuivra dans les jours et les semaines à venir. Le phénomène *QAnon* a pris de l'ampleur lorsque les comptes secrets se sont multipliés sur *Facebook*, de même que des comptes sur *Twitter* et *YouTube*. La mouvance *Qanon*

serait liée à des événements violents et à la propagation d'une théorie selon laquelle le coronavirus est un canular. Cette théorie s'est également propagée dans la sphère politique américaine. Plusieurs Républicains qui se présentent au Congrès cette année sont favorables à cette mouvance. De nombreux critiques estiment toutefois que la décision de *Facebook* contre *QAnon* est tardive.  
(*Radio Canada international*, le 07-10-2020)

### **Le groupe américain d'extrême-droite Boogaloo banni de Facebook...**

*Facebook* a banni hier des groupes se réclamant de la mouvance d'extrême-droite américaine Boogaloo, une action de plus du réseau, sous forte pression pour purger la plateforme des contenus racistes, violents, haineux et aussi trompeurs.  
(*La voix de l'Amérique*, le 01-07-2020)

### **Facebook, Google et Twitter ne répondront plus aux demandes d'informations des autorités de Hong Kong...**

Au nom du respect de la liberté d'expression, *Facebook*, *Google* et *Twitter* ne répondront plus aux demandes d'informations sur leurs utilisateurs émanant du gouvernement et des autorités de Hong Kong. L'application *TikTok*, très populaire chez les jeunes, ne sera plus elle disponible dans le territoire autonome à cause de la loi sur la Sécurité nationale qui est imposée par la Chine. Ce matin, l'article 43 de cette loi, celui relatif à la liberté d'expression, est entré en vigueur à Hong Kong. L'article autorise notamment les forces de l'ordre à censurer les messages publiés sur les réseaux sociaux si ceux-ci sont considérés comme dangereux pour la Sécurité nationale.  
(*Radio Vatican*, le 07-07-2020)

### **Facebook n'a détecté aucune interférence étrangère dans les manifestations liées à la mort de George Floyd...**

*Facebook* a déclaré vendredi n'avoir détecté aucune interférence étrangère utilisant sa plateforme dans les manifestations liées à la mort de George Floyd à travers le pays. « Nous avons activement recherché mais n'avons pas trouvé d'interférence étrangère ou de comportements frauduleux domestiques coordonnés visant ces manifestations » a déclaré à la presse Nathaniel Gleicher, directeur de la cybersécurité de *Facebook*. « Nous souhaitons recommander de ne pas sauter sur des conclusions hâtives sans preuve claire d'ingérence étrangère » a ajouté M. Gleicher. Jeudi, le procureur général des États-Unis, William Barr, avait déclaré que le gouvernement fédéral avait vu des acteurs étrangers intervenir dans les manifestations en cours au sujet de la mort de M. Floyd.  
(*Radio Chine internationale*, le 06-06-2020)

### **Une nouvelle fonctionnalité pour lutter contre les Fake News installée par Facebook...**

*Facebook* installe une nouvelle fonctionnalité pour lutter contre les fausses informations sur le coronavirus. Il s'agit de mesures qualifiées de pédagogiques contre « l'infox », donc contre les *Fake News*. Désormais quand vous cliquez sur une publication sur le Covid-19 étiquetée dangereuse par le réseau social, vous recevez un message pour vous inciter à consulter des sites d'informations jugés plus fiables comme celles qui sont sur le site de l'Organisation mondiale de la santé. Le mois dernier déjà, *Facebook* a dit avoir supprimé des centaines de milliers de contenus liés à la pandémie et qui pourraient présenter un danger imminent pour la santé. Il s'agit de *Fake News* comme celle qui consistait à dire que l'eau de javel permettait de guérir de la maladie, ce qui est évidemment faux ; ou encore de retenir sa respiration pendant dix secondes, ce qui serait un test efficace pour savoir si on est malade. Là aussi c'est faux. En mars, quarante millions de publications sur *Facebook* ont reçu cette étiquette de mise en garde contre du contenu jugé dangereux. Une étude de de l'ONG Avaaz estime néanmoins qu'aujourd'hui la réponse du réseau social est encore trop lente et que des fausses informations ont le temps de se répandre massivement avant que *Facebook* ne les labellise *Fake News*.

(*Deutsche Welle*, le 17-04-2020)

### **À l'approche des présidentielles américaines, Facebook multiplie les mesures visant à lutter contre la désinformation...**

*Facebook* a pris des mesures de plus en plus strictes pour lutter contre la désinformation à l'approche de la présidentielle américaine. Toutefois ces mesures ne sont pas de nature à changer le fond du problème selon de nombreux observateurs, surtout dans le contexte où le président sortant Donald

Trump multiplie les provocations. La dernière en date : le président a suggéré à ses partisans de voter deux fois suscitant des réactions indignées et des notes de *Twitter* et *Facebook* épinglées sur ses messages trompeurs. Par ailleurs, *Facebook* et *Twitter* ont de nouveau démantelé une opération russe de manipulation à l'approche de l'élection américaine. Les réseaux sociaux veulent éviter les campagnes de désinformation qui avaient entaché le précédent scrutin présidentiel américain.  
(*Deutsche Welle*, le 04-09-2020)

### **Une vidéo retweetée par Donald Trump considérée comme une Fake News et effacée par Twitter...**

*Twitter* a effacé un *Tweet* du président américain. Le réseau a estimé que l'information publiée par Donald Trump en lien avec le Coronavirus était une *Fake News*. Le chef de la Maison-Blanche avait partagé sur son compte une vidéo dans laquelle une femme médecin disait avoir soigné des malades du Covid-19 grâce à de l'hydroxychloroquine.  
(*Deutsche Welle*, le 29-07-2020)

Stella Immanuel, médecin pro-hydroxychloroquine, dans une vidéo *retweetée* par le président Trump et supprimée par *YouTube*, *Facebook* et *Twitter* pour désinformation, a promu par le passé l'idée que les États-Unis étaient gouvernés par des reptiliens et que les problèmes gynécologiques étaient liés à des relations sexuelles avec des esprits du mal.  
(*La voix de l'Amérique*, le 29-07-2020)

### **Le président américain Donald Trump directement censuré par Facebook...**

Avant le scrutin présidentiel aux États-Unis l'équipe de campagne du président s'est retrouvée cette nuit privée de *Twitter* tant qu'elle ne retirait pas une vidéo jugée mensongère sur la pandémie. Le réseau social *Facebook* a lui par ailleurs supprimé l'interview qui enfreignait ses règles sur la désinformation autour de la pandémie de Covid-19. C'est la première fois que *Facebook* censure directement Donald Trump.  
(*Radio Vatican*, le 06-08-2020)

### **Le compte de campagne de Donald Trump suspendu par Twitter...**

*Facebook* a retiré hier de la page du président Donald Trump une vidéo qui selon le réseau social enfreignait ses règles sur la désinformation autour de la pandémie de Covid-19. Le président américain y affirmait que les enfants étaient « presque totalement immunisés » contre le virus. *Twitter* pour sa part a interdit hier au compte de campagne de M. Trump de continuer à tweeter tant qu'il ne retirait pas cette vidéo.  
(*La voix de l'Amérique*, le 06-08-2020)

Aux États-Unis, le président a été épinglé par les réseaux sociaux. Donald Trump est dans le viseur de *Facebook* et *Twitter*. Le locataire de la Maison-Blanche est accusé de désinformation. Une vidéo où on le voit expliquer que les enfants sont « presque totalement immunisés » contre le virus du Covid-19. Cette vidéo a été censurée par *Facebook*. *Twitter* a suspendu le compte de campagne du président tant que la vidéo était toujours en ligne.  
(*Médi-1*, le 06-08-2020)

*Twitter* a annoncé mercredi avoir temporairement gelé le compte de campagne officiel du président américain Donald Trump jusqu'à ce que ce dernier supprime un post contenant des déclarations incorrectes sur le Covid-19. Le post comprenait un clip vidéo de l'interview de M. Trump sur la chaîne *Fox News* mercredi matin, dans lequel le président a affirmé que les enfants étaient « presque immunisés » contre le nouveau coronavirus. « Le tweet original de *@TeamTrump* est en violation des règles de *Twitter* relatives à la désinformation sur le Covid-19, et nous avons exigé son retrait » a tweeté le porte-parole de *Twitter* Nick Pacilio. Le message en question a été retiré du compte de la campagne et ce dernier est depuis de nouveau alimenté en *Tweets*. Plus tôt dans la journée, *Facebook* a, pour des raisons similaires, retiré de la page principale de M. Trump un message contenant le même clip vidéo.  
(*Radio Chine internationale*, le 06-08-2020)



<https://twitter.com/renseignor>

### **Un Tweet de Donald Trump épinglé par le réseau social dans le cadre de la lutte contre les informations erronées...**

*Twitter* étiquette un *Tweet* de Donald Trump. Le service de messagerie a accolé un macaron sur un *post* du président américain pour mettre en garde ses lecteurs contre la propagation d'informations erronées pouvant nuire à la santé. Dans ce message, Donald Trump prétend être immunisé contre la Covid-19. Or, cette immunité des anciens malades guéris du coronavirus n'a pas pu encore être formellement établie scientifiquement.

*(Deutsche Welle, le 12-10-2020)*

### **Le partage d'un article du New York Post sur Joe Biden bloqué par Twitter et Facebook...**

*Facebook* et *Twitter* sont accusés d'avoir bloqué un article controversé sur Joe Biden. Le président américain Donald Trump s'est joint aux critiques contre *Facebook* et *Twitter* qui ont limité hier le partage en ligne d'un article controversé du *New York Post* sur Joe Biden, candidat démocrate à la Maison-Blanche. « Affreux que *Twitter* et *Facebook* aient retiré l'article sur les courriels liés à Joe Biden et son fils » a déclaré Donald Trump. Le journal conservateur *New York Post* a publié des emails qui auraient été récupérés illégalement sur un ordinateur contenant des messages, des photos et des vidéos personnelles du fils de Joe Biden. Il s'agit de Hunter Biden. Ces messages relancent les accusations lancées contre Joe Biden par le camp de Donald Trump selon qui il aurait aidé le groupe gazier ukrainien Burisma à échapper à des enquêtes pour corruption. Le fils Biden a siégé de 2014 à 2019 au conseil de surveillance de la société.

*(Deutsche Welle, le 15-10-2020)*

### **Un ex-conseiller de la présidence malienne incarcéré après la publication d'un Tweet offensant pour l'administration Trump...**

Un ex-conseiller du chef de l'État malien a été inculpé et écroué jeudi après la publication sur le compte officiel de la présidence d'un *tweet* offensant pour l'administration Trump dans la crise avec l'Iran, a-t-on appris auprès d'un avocat et de source judiciaire. Tiegoum Maïga, ancien responsable de la communication du président Ibrahim Boubacar Keïta, a lui-même admis être à l'origine du « pataquès » sur les réseaux sociaux. Il a invoqué une malencontreuse erreur. La présidence malienne s'est montrée peu disposée à l'indulgence, un responsable qualifiant les faits de graves. Lundi après-midi avait été publié sur le compte *Twitter* de la présidence un message déplorant que personne n'ait dit « à Trump qu'il a commis une connerie » en ordonnant de tuer le général iranien Qassem Soleimani, dont la mort a fait craindre une guerre entre la République islamique et les États-Unis. M. Trump « précarise les fragiles équilibres, menace la paix mondiale et fait des USA un État voyou » renchérissait le *tweet*, effacé le jour même, mais abondamment reproduit et commenté. La présidence malienne avait indiqué que son compte avait été piraté. Tiegoum Maïga s'est dénoncé mardi. Démis de ses fonctions en novembre, il a expliqué qu'il avait conservé l'accès au compte présidentiel, un oubli selon lui. Il s'est servi de ce compte à la place d'un autre sans aucune volonté de nuisance, a-t-il tweeté sur son compte personnel. Une malencontreuse et regrettable erreur de manipulation, a-t-il dit. Il a été interpellé mercredi. Il a été inculpé jeudi et mis en prison pour fraude à l'internet et introduction de données nuisibles, a dit à l'un de ses avocats, Moussa Maïga. Une source judiciaire a confirmé l'information. « Ce qu'il a fait est grave. Utiliser le compte de la présidence pour véhiculer un message de cette nature peut créer des problèmes entre deux pays » a commenté un responsable de la présidence sous le couvert de l'anonymat. « Il n'avait pas le droit d'utiliser le compte *Twitter* de la présidence après son départ » a-t-il dit.

*(Africa Radio 10-01-2020)*

### **Le président turc annonce un renforcement des contrôles sur les réseaux sociaux afin de mettre fin à l'immoralité...**

En Turquie, la fille du président s'est faite insulter alors qu'elle annonçait la naissance de son quatrième enfant sur *Twitter*. Après cet épisode, et pour mettre fin, dit-il, à l'immoralité, le chef de l'État annonce un renforcement des contrôles sur les réseaux sociaux. À l'en croire, une loi sera bientôt soumise au parlement.

*(Radio Vatican, le 02-07-2020)*

En Turquie, le parti du président Recep Tayyip Erdogan a présenté hier au parlement un projet de loi visant à renforcer le contrôle des réseaux sociaux. En l'état, le texte accroît le pouvoir d'action et de

répression des autorités politiques et judiciaires sur ces réseaux au détriment de la liberté d'expression. C'est ce que dénoncent plusieurs voix qui se sont élevées face à ce projet. Selon la version du texte déposée au parlement, les principaux réseaux sociaux comme *Twitter* et *Facebook* devront désigner un représentant en Turquie sous peine de voir leur bande passante très fortement réduite, jusqu'à les rendre quasiment inutilisables. Ces réseaux sociaux devront par ailleurs obtempérer sous 24 heures aux injonctions de tribunaux demandant le retrait de certains contenus. C'est loin d'être anodin. La Turquie figure par exemple en tête des pays demandant le plus de retrait de contenu à *Twitter* avec plus de 6 000 requêtes sur les six premiers mois de 2019. De fortes amendes sont prévues en cas de non-respect de ces requêtes. Officiellement, il s'agit de mettre fin aux injures, aux insultes et au harcèlement en ligne, à l'image de ce qu'ont subi récemment la fille et le gendre du président après la naissance de leur fils. Mais dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, les notions d'insultes et d'injures sont interprétées largement, en particulier lorsqu'il s'agit du chef de l'État lui-même. On ne compte plus les procès pour insulte au président ou propagande terroriste qui s'appuient uniquement sur un ou quelques *Tweets*. L'adoption du texte au parlement, qui est dominé par l'alliance au pouvoir, ne fait aucun doute. Elle devrait être rapide. Tayyip Erdogan souhaitant voir le texte voté avant les vacances parlementaires.

(Radio Vatican, le 22-07-2020)

### **En Turquie, adoption d'une nouvelle loi renforçant le contrôle des réseaux sociaux...**

La Turquie renforce sa mainmise sur les réseaux sociaux. Une loi a été votée très tôt ce matin par le parlement. En pratique, les réseaux sociaux avec plus d'un million de connexions uniques par jour, comme *Twitter* et *Facebook*, doivent désormais avoir un représentant en Turquie et obéir aux tribunaux demandant le retrait de certains contenus. Les associations de défense des droits de l'Homme dénoncent un musellement en règle de ces plateformes, les seules où les Turcs, disent-elles, peuvent encore s'exprimer librement.

(Radio Vatican, le 29-07-2020)

### **Les comptes *Twitter* de nombreuses personnalités victimes d'un piratage massif...**

Bill Gates, Joe Biden ou encore Barack Obama ont tous été victimes d'un piratage massif sur le réseau social *Twitter*. De nombreuses personnalités ont vu un message posté sur leur compte invitant les internautes à faire parvenir de la cryptomonnaie à des adresses spécifiques. La supercherie a vite été découverte, mais près de 116 000 dollars avaient déjà été envoyés.

(Radio Vatican, le 16-07-2020)

Les comptes *Twitter* de plusieurs personnalités, dont Bill Gates et Elon Musk, et de grandes entreprises américaines comme Apple, ont été victimes mercredi après-midi d'un piratage massif lié aux cryptomonnaies. En plus du fondateur de Microsoft, Bill Gates, du directeur général de Tesla et fondateur de Space X, Elon Musk, et de l'entreprise informatique Apple, les comptes *Twitter* du candidat démocrate à la présidence américaine Joe Biden, du rappeur Kanye West, de la personnalité publique Kim Kardashian, du fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, de l'ancien président américain Barack Obama et des milliardaires Warren Buffet et Michael Bloomberg ont aussi été piratés, ainsi que celui de l'entreprise de services de transport Uber. Les *Tweets* ayant pris place sur ces comptes invitaient notamment les internautes à faire parvenir des *bitcoins* à des adresses spécifiques, promettant de renvoyer en échange le double des montants transférés. Le compte de Bill Gates expliquait notamment que « Tout le monde me demande de rendre ce que j'ai reçu, et c'est le moment ». Il recommandait également aux internautes de faire vite : « Cela ne dure que 30 minutes. Profitez-en ! » Le compte de Joe Biden disait de son côté : « Je redonne à la communauté ». Les messages ont été rapidement effacés, mais il a été difficile de reprendre le contrôle de certains comptes. Sur le compte d'Elon Musk, par exemple, le *Tweet* problématique a été supprimé, mais un deuxième, puis un troisième message du même genre sont réapparus un peu plus tard. *Twitter* a d'abord confirmé un incident de sécurité. L'entreprise a ensuite déclaré qu'elle pensait que l'incident était une attaque coordonnée qui a ciblé certains de ses employés ayant accès aux systèmes et outils internes, ce qui a permis aux pirates informatiques de prendre le contrôle de nombreux comptes. *Twitter* affirme ne pas savoir si les pirates ont utilisé cette arnaque comme un paravent servant à masquer d'autres activités. « Nous tentons de voir s'ils ont mené d'autres activités malveillantes ou s'ils ont pu accéder à d'autres informations » a-t-elle indiqué. Pendant plusieurs heures, l'entreprise a empêché certains comptes de publier des messages, jusqu'à ce qu'elle soit certaine qu'ils puissent le faire en toute sécurité. Le directeur général

Jack Dorsey s'est par ailleurs engagé à informer les usagers de « tout ce que nous pouvons lorsque nous aurons une compréhension plus complète de ce qui est arrivé ». Les escrocs ont reçu au moins 114 000 dollars de bitcoins provenant d'environ 300 personnes.  
(Radio Canada international, le 16-07-2020)

### **Piratage spectaculaire de Twitter : la piste de la taupe serait privilégiée...**

Les premiers éléments de l'enquête sur le piratage spectaculaire dont a été victime *Twitter* mercredi pointe vers une taupe et soulève de nombreuses questions sur l'intégrité de la présidentielle américaine ou la sécurité du compte du président Donald Trump, qui a bien l'intention de rester sur son réseau social de prédilection. L'attaque de mercredi a ciblé les comptes du candidat démocrate à la présidentielle Joe Biden, de l'ancien président Barack Obama, de l'homme d'affaires Elon Musk et de Bill Gates, entre autres. La division de San Francisco du FBI a ouvert une enquête.  
(La voix de l'Amérique, le 17-07-2020)

### **Au Japon, forte croissance des propositions d'activités illégales sur les réseaux sociaux...**

Au Japon, un nombre croissant de personnes ayant perdu leur emploi, ou en passe de le perdre en raison de la pandémie de coronavirus, sont sollicitées pour des activités illégales sur les réseaux sociaux. Selon le ministère du Travail, lors des deux mois ayant précédé le 6 avril dernier, 1473 personnes se sont retrouvées privées d'emploi ou exposées à un tel risque. La chute des performances de leurs entreprises est l'une des raisons invoquées par le ministère. Nombre de ces personnes se connectent sur *Twitter* ou d'autres réseaux sociaux en quête de travail. Certaines se voient proposer des activités illicites, consistant notamment à extorquer de l'argent par appel téléphonique ou par d'autres moyens de communication. Un homme de 26 ans ayant décidé de mettre un terme à son activité déclare ainsi avoir reçu une dizaine de messages de cette nature, dès qu'il a révélé sa situation de chercheur d'emploi sur *Twitter*. Il précise qu'il s'agissait essentiellement de propositions illicites, notamment liées au chantage téléphonique.  
(Radio Japon international, le 20-04-2020)

**Renseignor**  
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence  
[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)  
[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)  
Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris  
01 53 53 15 30